

# Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage	<b>23.04.2024</b>
Thema	<b>Keine Einschränkung</b>
Schlagworte	<b>Keine Einschränkung</b>
Akteure	<b>Eymann, Christoph (lpd/pld, BS) NR/CN, Eggly, Jacques-Simon (lp/pl, GE) NR/CN</b>
Prozesstypen	<b>Keine Einschränkung</b>
Datum	<b>01.01.1965 - 01.01.2024</b>

# Impressum

## Herausgeber

Année Politique Suisse  
Institut für Politikwissenschaft  
Universität Bern  
Fabrikstrasse 8  
CH-3012 Bern  
[www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss)

## Beiträge von

Benteli, Marianne  
Bernath, Magdalena  
Brändli, Daniel  
Clivaz, Romain  
Hirter, Hans  
Mach, André  
Müller, Eva

## Bevorzugte Zitierweise

Benteli, Marianne; Bernath, Magdalena; Brändli, Daniel; Clivaz, Romain; Hirter, Hans; Mach, André; Müller, Eva 2024. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: , 1990 – 2003*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern. [www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss), abgerufen am 23.04.2024.

# Inhaltsverzeichnis

<b>Allgemeine Chronik</b>	1
<b>Grundlagen der Staatsordnung</b>	1
Rechtsordnung	1
Öffentliche Ordnung	1
<b>Aussenpolitik</b>	1
Beziehungen zu internationalen Organisationen	1
<b>Landesverteidigung</b>	2
Ausrüstung und Beschaffung	2
<b>Öffentliche Finanzen</b>	3
Direkte Steuern	3
<b>Sozialpolitik</b>	3
Soziale Gruppen	3
Asylpolitik	3
Familienpolitik	3
<b>Bildung, Kultur und Medien</b>	4
Kultur, Sprache, Kirchen	4
Sprachen	4
<hr/>	
<b>Parteien, Verbände und Interessengruppen</b>	4
Parteien	4
Liberalen Parteien	4

## Abkürzungsverzeichnis

<b>IWF</b>	Internationaler Währungsfonds
<b>EWR</b>	Europäischer Wirtschaftsraum
<b>SHMK</b>	Schweizerische Hilfe für Mutter und Kind
<b>GuS</b>	Gemeinschaft Unabhängiger Staaten
<b>SPK</b>	Schweizerische Politische Korrespondenz

---

<b>FMI</b>	Fonds monétaire International
<b>EEE</b>	l'Espace économique européen
<b>ASME</b>	Aide suisse pour la mère et l'enfant
<b>CEI</b>	Communauté des États indépendants
<b>CPS</b>	Correspondance politique suisse

# Allgemeine Chronik

## Grundlagen der Staatsordnung

### Rechtsordnung

#### Öffentliche Ordnung

**MOTION**  
DATUM: 06.03.1990  
HANS HIRTER

Eine Motion des Genfer Sozialdemokraten Ziegler, welche ein **Verbot der Patriotischen Front** verlangte, wurde im Nationalrat mit 70 zu 14 Stimmen abgelehnt. Sowohl Angehörige der Linken (Bodenmann sp, VS) und der Grünen (Meier gp, ZH) als auch der Rechten (Eggly lp, GE) hatten sich zwar für strenge strafrechtliche Sanktionen, aber gegen politische Verbote ausgesprochen. Die gewalttätigen Aktionen dieser «Patriotischen Front» aus den Vorjahren fanden 1990 ihre ersten gerichtlichen Nachspiele. Ein Hauptangeklagter wurde vom Zuger Strafgericht zu 15 Monaten unbedingter Gefängnisstrafe, fünf weitere zu bedingten Strafen zwischen 4 und 15 Monaten verurteilt. In einem anderen Verfahren wurde in Zürich der Wortführer dieser Gruppe, Marcel Strebel, wegen wiederholter rassistischer Beschimpfung einer farbigen Frau zu einer unbedingten Gefängnisstrafe von einem Monat verurteilt.<sup>1</sup>

**MOTION**  
DATUM: 03.06.2003  
HANS HIRTER

Die Zahl der Demonstranten war mit 30'000 in Genf und 4'000 in Lausanne um ein Mehrfaches geringer als ursprünglich angenommen. Die Kundgebungen verliefen zwar friedlich, aber in der vorangehenden und der folgenden Nacht kam es in Lausanne und vor allem in der Genfer Innenstadt zu Ausschreitungen mit zahlreichen eingeschlagenen Schaufenstern, zerstörten Geschäften und Plünderungen. Im Anschluss an diese **Ausschreitungen** hatte die Polizei kritisiert, dass sie keine rechtliche Möglichkeit gehabt habe, präventiv gegen die gewaltbereiten Manifestanten einzuschreiten. Eine Motion Eggly (lp, GE) verlangte deshalb, dass in Zukunft die Planung von Vandalenakten strafrechtlich verfolgt werden kann. Nachdem der Bundesrat darauf hingewiesen hatte, dass die Strafbarkeit von Vorbereitungshandlungen bisher vorwiegend für schwere Verbrechen eingeführt worden sei und die verlangte Strafrechtsverschärfung detaillierter abgeklärt werden müsse, überwies der Nationalrat die Motion als Postulat. Eine Motion Eberhard (cyp, SZ), welche für Chaoten und Vandalen Sperrzonen und Verbote, an bestimmten Demonstrationen teilzunehmen, verlangt, wurde von Menétrey (gp, VD) bekämpft und deshalb vom Nationalrat noch nicht behandelt.<sup>2</sup>

## Aussenpolitik

### Beziehungen zu internationalen Organisationen

**VERORDNUNG / EINFACHER  
BUNDESBESCHLUSS**  
DATUM: 17.09.1991  
ANDRÉ MACH

Au Conseil national, le débat a été beaucoup plus long, près de 5 heures, bien qu'il n'ait finalement apporté qu'une seule modification mineure par rapport au projet adopté par le Conseil des Etats; le Conseil national a ainsi accepté une proposition du genevois J.P. Maître. (pdc) qui exige que les Chambres soient informées de toute **augmentation du capital des institutions de Bretton Woods**. L'opposition à l'adhésion est venue d'une alliance contre-nature réunissant à la fois des membres de l'extrême droite (DS, PA), de l'extrême gauche tiers-mondiste (même si les députés socialistes ont dans l'ensemble voté en faveur de l'adhésion), des écologistes et d'une partie de l'UDC. Une minorité de la commission, emmenée par le socialiste Vollmer (BE) a proposé un texte de loi définissant de façon plus contraignante la participation de la Suisse; une autre minorité, avec J.S. Eggly (pl, GE) à sa tête, voulait au contraire que les représentants suisses ne s'inspirent des principes et des objectifs de la politique de développement de la Suisse uniquement pour les décisions relevant de la politique de développement (à l'exclusion de la politique monétaire). Finalement ces deux propositions furent rejetées. Au vote final, l'adhésion au FMI et à la Banque mondiale a été approuvée par une large majorité.<sup>3</sup>

Lors de la session de printemps, le radical bernois J.P. Bonny a déposé une **interpellation urgente** invitant le Conseil fédéral à augmenter massivement (si possible de 600 millions de francs) le crédit de programme prévu pour la poursuite de la **coopération renforcée avec les Etats d'Europe centrale et orientale**, notamment sous la forme de garantie de crédits (92.3054). Selon l'intervenant, cette augmentation de l'aide devrait s'adresser prioritairement aux 12 républiques indépendantes de l'ex-Union soviétique, réunies au sein de la Communauté des Etats Indépendants (CEI) depuis la fin de l'année 1991; ces Etats, en raison de la situation politique incertaine, n'avaient en effet pas été inclus parmi les pays bénéficiant du crédit de 800 millions de francs. Les députés et le Conseil fédéral ont réagi positivement à cette proposition; les représentants socialistes et écologistes, ainsi que le libéral J.S. Eggly (GE), ont toutefois insisté pour que la garantie de crédits ne serve pas en priorité les intérêts des secteurs d'exportation helvétiques et qu'elle ne se fasse pas au détriment de la coopération technique.

Quelques mois plus tard, conformément à ce qu'il avait annoncé, le Conseil fédéral proposait l'octroi d'un **crédit supplémentaire** de 600 millions de francs, destiné en priorité à la Communauté des Etats Indépendants (CEI) (92.065). Les trois quarts des 600 millions prévus seront consacrés à l'aide financière, principalement sous la forme de garantie contre les risques à l'exportation; le reste servira à la coopération technique. A la fin de l'année, le Conseil des Etats a accepté à la quasi-unanimité ce nouveau crédit. Il a ainsi rejeté une proposition de l'argovien Loretan (prd) qui demandait le blocage de l'aide suisse en faveur de la Russie tant que les troupes russes n'auraient pas quitté les pays baltes.<sup>4</sup>

## Landesverteidigung

### Ausrüstung und Beschaffung

**Le programme a subi une baisse de CHF 300 millions** par rapport à l'an 2000 et n'a jamais été aussi bas depuis 1985. Lors de sa présentation, le chef de l'Etat-major général Hans-Ulrich Scherrer a mis en garde contre la baisse constante des moyens disponibles pour les investissements, insistant notamment sur l'impossibilité de moderniser l'armée avec si peu de moyens. Il a rappelé que l'armée avait, entre autres, renoncé à l'acquisition de chars de grenadiers pour se conformer à ses obligations financières. Les **CHF 674 millions alloués**, alors que la moyenne annuelle de 1989 à 2001 était de CHF 1.6 milliards, concernaient quatre domaines. Premièrement, la défense aérienne qui en bénéficiait à hauteur de 120 millions avec l'achat d'un système d'autoprotection pour l'hélicoptère de transport TH 98 ainsi qu'un système d'alerte pour Stinger. Deuxièmement, l'instruction recevait 97 millions pour l'achat de simulateurs de tir laser pour le char de grenadiers à roue 93 et la transformation de l'installation d'instruction au tir pour obusiers blindés de Frauenfeld. Troisièmement, le parc de véhicules devait être renouvelé partiellement pour 87 millions et la livraison de la deuxième tranche de véhicules porteurs multifonctionnels nécessaires à la logistique d'armée XXI assurée. De plus, les Forces aériennes allaient être équipées de véhicules de ravitaillement en carburant, conformes aux exigences techniques et de sécurité actuelles, et de véhicules d'extinction plus modernes. La plus grande tranche, 370 millions, a toutefois été consacrée à la modernisation de différents instruments de communication et de transmission de données. Le message complémentaire relatif au programme d'armement est venu s'ajouter au programme principal et prévoyait une dépense de 37 millions pour l'acquisition de trois châssis et tourelles d'instruction pour les chars de grenadiers 2000. Les deux messages ont été discutés simultanément.

**La chambre haute** a été la première à se saisir du dossier. Sa Commission de politique de sécurité (CPS) a unanimement recommandé l'entrée en matière et son approbation. Le président de la CPS, le radical obwaldien Hans Hess, a souligné les effets bénéfiques sur l'emploi. Il a estimé que sa réalisation assurerait un emploi à environ 500 personnes durant 5 ans. Lors du débat au plénum, le sénateur jurassien Pierre Paupe (pdc) a regretté que la discussion sur l'achat d'un avion de transport, dont il est question depuis de nombreuses années, n'ait pas eu lieu. Suite à l'acceptation unanime des projets, ils ont été transmis à la **chambre basse**. Aucun débat n'a eu lieu au plénum. L'assemblée a suivi sa CPS en acceptant le programme et son complément. Il convient de mentionner l'intervention du libéral genevois Jacques-Simon Eggly qui a insisté sur l'urgence d'acheter un avion de transport. Il a rappelé que le problème de l'évacuation de ressortissants suisses de certaines zones de crise, citant l'exemple d'actualité de la Côte d'Ivoire, était réel. Le conseiller fédéral Schmid, bien que reconnaissant la pertinence d'une telle acquisition, a opposé des obligations budgétaires à cette

requête. Malgré l'opposition d'un certain nombre d'élus de gauche (verts et socialistes), une large majorité s'est dégagée au national en faveur des deux textes.<sup>5</sup>

## Öffentliche Finanzen

### Direkte Steuern

#### MOTION

DATUM: 19.12.2003  
MAGDALENA BERNATH

In der Wintersession überwies der Nationalrat eine Motion Eggly (Ip, GE), welche **Steuererleichterungen für Personengesellschaften** verlangt, als Postulat. Der Bundesrat wandte ein, der vom Motionär eingebrachte Vorschlag bewirke lediglich eine Retusche am geltenden Steuersystem, ohne dass eine rechtsformunabhängige Unternehmensbesteuerung eingeführt werde. Die bestehenden und die in der Unternehmenssteuerreform II vorgesehenen Massnahmen erleichterten und unterstützten die Weiterentwicklung der Personengesellschaften – was beim Vorschlag des Motionärs nicht zwingend der Fall sei.<sup>6</sup>

## Sozialpolitik

### Soziale Gruppen

#### Asylpolitik

#### VOLKSINITIATIVE

DATUM: 23.03.1996  
MARIANNE BENTELI

In der **Debatte** sprachen sich FDP, CVP, LP und Teile der SP für den Vorrang des Völkerrechts und damit für die Ungültigkeitserklärung aus. Abkommen, welche als "Besitzstand der Zivilisation" gelten, dürften nicht gefährdet werden, fasste Eggly (Ip, GE) die Meinung vieler Ratsmitglieder zusammen. Der Zürcher SP-Vertreter Gross und der Aargauer Grüne Thür traten mit Unterstützung eines Teils ihrer Fraktion für eine partielle Ungültigkeit ein. Zum Schutz der Demokratie sei nur der völkerrechtswidrige Teil (Aufhebung des Non-Refoulements-Prinzips) zu streichen.

Für eine Gültigkeit sprachen sich Teile der SVP und des LdU aus, allerdings verbunden mit dem Antrag auf Ablehnung. Die Angst, der Stimmbürger könnte diese extreme Initiative annehmen, sei unbegründet, meinte Meier (Idu, AG). Einzig die FP äusserte sich auch inhaltlich positiv zur Initiative. Im Asylbereich stünden die Interessen des Schweizervolkes über dem Völkerrecht, erklärte Scherrer (fp, BE). Die **Ungültigkeitserklärung erfolgte** nach langer Diskussion mit 133 zu 33 Stimmen **deutlich**. Der Antrag Gross unterlag mit 116 zu 62 Stimmen.<sup>7</sup>

### Familienpolitik

#### VOLKSINITIATIVE

DATUM: 14.12.2001  
MARIANNE BENTELI

Auf Antrag des Bundesrates lehnte der Ständerat die 1999 von der SHMK eingereichte **Volksinitiative „Für Mutter und Kind – für den Schutz des ungeborenen Lebens und für die Hilfe an seine Mutter“**, die praktisch ein Abtreibungsverbot in der Verfassung verankern will, als den heutigen gesellschaftlichen Gegebenheiten völlig zuwiderlaufend oppositionslos ab. Im Nationalrat war das Ergebnis mit 139 zu 7 Stimmen ebenfalls überdeutlich; der Abstimmung gingen allerdings heftige Wortgefechte voraus, in deren Verlauf Frauen und Liberale die Vertreter der Initiative als „Fundamentalisten“ (Aeppli, sp, ZH) oder gar als „Taliban unserer Demokratie“ (Eggly, Ip, GE) bezeichneten; die Wortwahl kam nicht von ungefähr, hatte doch der glühendste Vertreter des Begehrens, der Berner EDU-Vertreter Waber, eine Parallele zwischen den Ereignissen des 11. September und der Fristenlösung gezogen.<sup>8</sup>

## Bildung, Kultur und Medien

### Kultur, Sprache, Kirchen

#### Sprachen

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE  
DATUM: 08.12.1992  
MARIANNE BENTELI

Das wuchtige **EWR-Nein** der meisten deutschsprachigen Kantone **riss zwischen der Deutschschweiz und der Romandie eine Kluft auf**, wie sie die Schweiz seit dem 1. Weltkrieg kaum mehr erlebt hatte. "Les Romands ont mal à la Suisse" diagnostizierte im Nationalrat der Genfer Eggly (lp). Obgleich politologische Analysen zeigten, dass das Erklärungsmuster "Röschtigraben" offensichtlich zu kurz griff und die Haltung zum EWR nicht allein von der Sprachkultur, sondern ebenso sehr vom Gegensatz Stadt-Land geprägt gewesen war, regten doch Politiker aus allen Lagern Massnahmen an, welche ein weiteres sprachlich-kulturelles und politisches Auseinanderdriften der beiden Landesteile verhindern sollten. Dabei taten sich in erster Linie die Genfer Abgeordneten Brunner (sp), Tschopp (fdp) und Ziegler (sp) hervor, aber auch jener Teil der SVP (Zimmerli/BE sowie der Generalsekretär der Partei), welcher sich im Gegensatz zur Gesamtpartei für den EWR engagiert hatte. Unter anderem wurde die Einsetzung eines Rats der Weisen oder die Einberufung einer Art "Etats généraux" der kulturellen Kräfte bzw. einer nationalen Einigungskonferenz vorgeschlagen, ein dritter Bundesrat für die Romandie und die Schaffung eines ständigen Gremiums zur Diskussion gestellt, welches alle Parlamentsgeschäfte auf ihre Auswirkungen auf die Romandie durchleuchten sollte.<sup>9</sup>

## Parteien, Verbände und Interessengruppen

### Parteien

#### Liberalen Parteien

PARTEICHRONIK  
DATUM: 26.04.1997  
EVA MÜLLER

François Jeanneret (NE) trat als Präsident der Liberalen Partei zurück. Zu seinem **Nachfolger wählte die Partei den Genfer Nationalrat Jacques-Simon Eggly**. Eggly setzt sich für den Beitritt der Schweiz zur EU ein, innenpolitisch vertritt er einen streng föderalistischen Kurs. Zu Vizepräsidenten für die Amtszeit 1997-2001 wurde für die Deutschschweiz Elisabeth Simonius (BS) und für die Westschweiz Staatsrat Claude Ruey (VD) gewählt.<sup>10</sup>

PARTEICHRONIK  
DATUM: 02.02.2000  
DANIEL BRÄNDLI

An ihrem Parteitag vom April bestätigten die Liberalen **Nationalrat Eggly (GE) als Parteipräsidenten**. Eggly bekräftigte, dass seine Partei mit den verbleibenden sechs Nationalratssitzen **weiterhin als eigenständige Fraktion** operieren werde. Verstärkte inhaltliche Absprachen mit FDP und CVP schloss er aber nicht aus. Als Nachfolger für die bisherige Vizepräsidentin Elisabeth Simonis (BS) wurde der Basler Nationalrat Christoph Eymann gewählt.<sup>11</sup>

PARTEICHRONIK  
DATUM: 10.06.2002  
MAGDALENA BERNATH

Im Mai trat der Genfer Nationalrat Jacques-Simon Eggly als **Präsident der Liberalen** zurück. Er hatte das Amt seit 1997 inne. Am Parteitag in Montreux wählten die Delegierten den **Waadtländer Nationalrat** und bisherigen Vizepräsidenten **Claude Ruey** zu seinem Nachfolger. Ruey war zwölf Jahre lang Mitglied der Waadtländer Regierung und ist seit 1999 Nationalrat. Zur neuen Vizepräsidentin wurde die Basler Nationalrätin Christine Wirz-von Planta bestimmt, die den zurückgetretenen Basler Regierungsrat Christoph Eymann ersetzte. Ziel des neuen Präsidiums sei die Rückkehr der Liberalen in den Ständerat und die Aufstockung der Nationalratsmandate auf drei Sitze, welches unter anderem mit einem einheitlicheren Auftritt erreicht werden soll. Eine Annäherung an die SVP sei zur Zeit ausgeschlossen. Dem Wahlakt voraus ging ein "runder Tisch" zum Thema "Liberalismus und soziale Verantwortung von Unternehmen", an dem sich die LP als wirtschaftsliberale Partei positionierte, welche die Unternehmer nicht ganz aus der sozialen Verantwortung entlassen wolle.<sup>12</sup>

1) AB NR, 1990, S. 234 f.; AB NR, 1990, S. 243; LNN, 15.9. und 6.10.90; NZZ, 30.11.90

2) AB NR, 2003, S. 2118 (Eggly) und 2119 (Eberhard).; Presse vom 2.6. und 3.6.03. Für die Vorbereitungen siehe auch die Presse (namentlich Lib., LT, TG und 24h) von April bis anfangs Juni.

3) BO CN, 1991, p.1456ss.; FF, III, 1991, p.1543ss.

4) BO CE, 1992, p.1134ss.; BO CN, 1992, p.477ss.; FF, V, 1992, p.469ss.; Presse du 7.7.92.



- 5) BO CE, 2002, p. 561 ss.; BO CN, 2002, p. 1897 ss.; FF, 2002, p. 4917 ss.; FF, 2002, p. 5181 ss.; Presse des 30.5 et 27.8.03.  
6) AB NR, 2003, S. 2119 und Beilagen V, S. 426 ff.  
7) Amtl. Bull. NR, 1996, S. 303 ff. und 328 ff.; BBl, 1996, I, S. 1355 f. Vgl. auch SPJ 1995, S. 261.  
8) AB SR, 2001, S. 273 ff. und 1045; AB NR, 2001, S. 1601 ff. und 2011.  
9) Presse vom 7.12. und 8.12.92; TA, 7.9. und 31.10.92; JdG, 2.11.92; NQ, 31.12.92.  
10) Presse vom 28.4.97  
11) NZZ, 2.2.00.  
12) TG, 14.5.02; NZZ, 15.5.02; Presse vom 8.6. und 10.6.02.